



L'industrie exportatrice suisse reprend des couleurs

Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse, a présenté aujourd'hui les prévisions actuelles pour la croissance économique suisse. Les nouvelles sont bonnes: l'industrie reprend des couleurs. Grâce à des impulsions venues de l'étranger, les exportations augmentent. Après la suppression de nombreux emplois pendant les deux années qui ont suivi le «choc monétaire», l'industrie manufacturière embauche à nouveau. Le secteur financier optimise sa création de valeur en supprimant des emplois. Sur le marché indigène, le domaine de la santé poursuit sa croissance. La Fédération des entreprises suisses s'attend à une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,7% pour l'année en cours et de 2,0% en 2018.

Les prévisions pour l'économie exportatrice helvétique se sont améliorées. Grâce à la reprise de la conjoncture mondiale, la demande de produits et services suisses augmente. La reprise économique en Europe joue un rôle particulièrement important pour la Suisse. Quelque peu dans l'ombre du boom allemand, la majorité des États membres de l'UE enregistrent une croissance respectable – y compris les pays économiquement fragiles comme la France, le Portugal et l'Espagne. La faible croissance italienne reste la principale ombre au tableau: le secteur bancaire du pays est aux prises avec un gros volume de crédits en souffrance. La reprise en Europe et l'issue des élections en France ont également contribué à atténuer quelque peu la pression sur le franc. De plus, les entreprises ont mis ces deux dernières années à profit pour renforcer leur compétitivité. Dès lors que l'évolution économique est positive à l'étranger, le désavantage concurrentiel de la Suisse, en termes de prix, s'atténue. Et ce, alors

même que le franc reste nettement surévalué.

Heureusement, les entreprises exportatrices créent à nouveau des emplois – une tendance qui devrait se renforcer d’ici à l’année prochaine. L’évolution du marché de l’emploi varie toutefois d’une branche à l’autre. Selon toute vraisemblance, les principales branches exportatrices, soit les industries chimique et pharmaceutique et l’industrie des machines, des équipements électriques et du métal (MEM) créeront des emplois en 2018 pour les premières et un peu plus tard pour les secondes. L’emploi ne progressera, par contre, pas encore, l’année prochaine, dans les industries horlogère et textile ainsi que dans l’hôtellerie. Dans les secteurs bancaire et assurantiel, les adaptations structurelles dominent, de sorte que l’emploi a plutôt tendance à reculer.

Une économie indigène stable avec des impulsions de croissance émanant des entreprises exportatrices

Des adaptations structurelles s’observent également sur le marché indigène. L’emploi recule dans le commerce, dans l’industrie des télécommunications, dans le commerce de détail, dans le secteur de l’impression ou dans le gros œuvre. La construction se stabilise, en termes de création de valeur, à un niveau élevé. La baisse de l’immigration et l’augmentation des taux de vacance se font sentir dans ce secteur. Bien que les adaptations structurelles se poursuivent sans discontinuer, les nombreuses notes positives font que l’économie indigène connaît globalement une évolution stable. Le domaine de la santé, par exemple, continuera de croître vigoureusement. Les activités de conseil et les dépenses de recherche-développement ont renoué avec la croissance, ce qui est réjouissant. L’évolution stable se traduit par une consommation des ménages privés qui se raffermir légèrement et gagnera aux alentours de 1% cette année, pareil l’année prochaine. La baisse de l’immigration, plusieurs branches affaiblies, les achats à l’étranger et des impulsions moindres de la part des pouvoirs publics pèsent sur une évolution dynamique. Les entreprises exportatrices donnent, pour leur part, de vraies impulsions de croissance. C’est principalement à ces entreprises que l’on doit la hausse des investissements dans les biens d’équipement. Selon nos estimations, le PIB augmentera de 1,7% cette année et devrait pouvoir atteindre la marque des 2,0% en 2018. Ces prévisions positives feront, entre autres, reculer progressivement un taux de chômage tenace en dessous de la barre des 3,0% en moyenne annuelle, d’ici à l’année prochaine.

Le contexte monétaire reste détendu. L’économie suisse part du principe que la Banque centrale européenne (BCE) poursuivra sa politique monétaire expansive jusqu’à l’année prochaine et que la BNS ne pourra pas encore commencer à relever ses taux d’intérêt. L’amélioration des prévisions économiques ne devrait pas entraîner de poussée inflationniste, quand bien même les taux d’intérêt restent négatifs. Pour cela, les capacités de l’économie suisse restent trop largement sous-utilisées. Le renchérissement devrait se maintenir aux alentours de 0,5% seulement jusqu’en 2018.

Risques baissiers en Suisse et à l’étranger

L’évaluation positive de la situation conjoncturelle de la Suisse s’explique en grande partie par la reprise de l’économie mondiale. Il est évident qu’une résurgence de la crise de l’euro ou un ralentissement de la croissance américaine

pèserait sur le moteur de la croissance économique suisse, c'est-à-dire l'industrie exportatrice. Le cas échéant, on n'atteindrait pas des taux de croissance de l'ordre de 2,0%. De même, l'endettement croissant des entreprises, surtout chinoises, pourrait avoir un effet boomerang. Cela dit, l'un des risques baissiers est une création maison: les prix immobiliers, qui ont fortement augmenté au cours de ces dix dernières années, pourraient former une bulle. L'augmentation des taux de vacance semble annoncer un changement. Si les taux d'intérêt augmentent, sachant qu'ils ne le feront probablement que vers la fin 2018 en Europe et donc en Suisse, une baisse abrupte des prix n'est pas à exclure.

Prévisions concernant l'évolution des comptes nationaux

Variation par rapport à l'année précédente (en %)

	2014	2015	2016	2017P	2018P
Produit intérieur brut, réel	2,0	0,8	1,3	1,7	2,0
Consommation des ménages	1,2	1,1	1,2	1,0	1,1
Dépenses des pouvoirs publics	1,5	2,2	1,9	2,1	1,7
Investissement dans la construction	3,2	2,2	0,0	0,5	0,2
Dépenses d'investissement	2,6	1,3	4,1	2,5	2,8
Exportations (total) ¹	5,2	2,2	4,5	4,2	4,5
Importations (total) ¹	3,2	3,0	2,1	4,0	3,5

¹Sans l'or non monétaire et les objets de valeur

Prévisions en matière de prix et d'emploi

Taux d'inflation	0,0	-1,1	-0,4	0,5	0,4
Taux de chômage	3,0	3,2	3,3	3,2	3,0

Hypothèses exogènes*

	2017	2018
Taux de change CHF/EUR	1,09	1,09
Taux de change CHF/USD	1,00	1,00
Prix du pétrole en USD	50	50
Croissance aux États-Unis	2,4	2,6
Croissance dans la zone euro	1,7	1,8
Croissance en Chine	6,3	6,0
Taux d'intérêt à court terme	-0,8	-0,8
Rendement des emprunts de la Confédération	-0,2	0,2

Pour toute question:

Rudolf Minsch, chef économiste

Téléphone: 044 421 35 35

Courriel: rudolf.minsch@economiesuisse.ch

Économie de marché libérale et durable



Les bonnes idées peuvent s'imposer en Suisse, l'offre de biens et services est vaste. L'État a l'importante responsabilité de promouvoir la concurrence, aussi hors de nos frontières.